EIFFAGE
Et maintenant ?
p.12

Monaco
Quinze ans de chantier pour le futur hôpital p.47

Équerre d'argent
21 bâtiments et 4 ouvrages d'art nominés p.60

Transition énergétique
Comment la loi dope la cotraitance p.74
Ile-de-France

Région
La FRTP signe une charte de bonnes pratiques avec Syntec Ingénierie et Cinov

La fédération régionale des travaux publics (FRTP) a récemment signé avec Syntec Ingénierie et Cinov une charte de bonnes pratiques pour la réalisation des infrastructures en Ile-de-France. Objectif visé : « Améliorer les relations entre les maîtres d'ouvrage, les maîtres d'œuvre et les entreprises pour que les chantiers soient réalisés dans les temps et correspondent bien aux attentes des donneurs d'ordre », précise Olivier Garrigue, secrétaire général de la FRTP Ile-de-France.

Les maîtres d’œuvre, chaînon essentiel
Les principaux engagements portent sur l’ensemble des phases d’un projet (conception, réalisation, réception des travaux). Au total, 14 thèmes sont abordés, de l’identification professionnelle au décompte général délibéré en passant par l’insertion, le forfait, le compte prorata... Les bureaux d’études s’engagent ainsi à rappeler leurs obligations aux maîtres d’ouvrage mais aussi aux entreprises (en matière de gestion des débuts des chantiers, par exemple). Ils peuvent aussi avoir un rôle de préconisation (sur le recours aux matériaux recyclés, entre autres), de conseil sur l’utilisation des indices appropriés, du bon niveau d’identification professionnelle... « Les maîtres d’œuvre constituent un chaînon essentiel », résume Olivier Garrigue.

L’enjeu maintenant est d’inciter les maîtres d’ouvrage, et notamment les plus gros d’entre eux comme la Société du Grand Paris, le Syndicat des transports d’Ile-de-France, la RATP... ou leurs représentants comme l’Association des maîtres d’Ile-de-France, à signer cette charte. ● N.M.

Val-d’Oise
Une plate-forme de valorisation des terres polluées

Vinci Construction France a inauguré, à Bruyères-sur-Oise (Val-d’Oise), la plate-forme de valorisation des terres et sédiments pollués d’Extrac Ecotères, filiale qu’elle détient avec Ecotères France (groupe Deme). D’une superficie de 3 ha, desservi par la route et le fleuve grâce à un quai de 200 m de longueur, le site, selon le groupe de BTP, « se place en tête des cinq plus grandes structures de regroupement, de tri, de traitement et de valorisation des terres et sédiments pollués en Ile-de-France ». Exploité depuis le printemps dernier, il emploie 12 salariés, 20 à terme. Sa construction a représenté un investissement de 3,1 millions d’euros HT.

Quatre procédés de traitement. S’appuyant sur les 20 ans d’expertise d’Extrac Ecotères, la plate-forme de Bruyères-sur-Oise met en œuvre quatre procédés de traitement : ressuage dynamique, lavage physico-chimique, biomédiatisation et tri mécanique par criblage. Elle permet de valoriser jusqu’à 80 % des volumes traités, soit 230 000 tonnes de matériaux par an. Objectif visé : 300 000 tonnes en 2017. ● N.M.

Grand Paris
Cemex crée une cellule dédiée

Cemex annonce la création d’une cellule dédiée au Grand Paris « afin d’assurer au groupe de matériau de construction une place de premier plan dans la construction de la future métropole ». Dirigée par Benjamin Lecendrier, elle réalisera les études de faisabilité en amont des travaux et coordonnera les compétences et les ressources du groupe en Île-de-France.

Aubervilliers
L’Epif cède une emprise de 3 ha

L’Etablissement public foncier d’Île-de-France (Epif) a cédé plus de 3 ha à la SPL Plaine Commune Développement pour 16 millions d’euros. Ces emprises sont destinées à la réalisation de l’Éco-cœur de Port Chemin Vert à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) où sont programmés 800 logements, 1 880 m² de commerces, des équipements publics et 2,5 ha d’espaces publics. Situé au nord-ouest de la commune, entre le canal et l’A86, le tissu urbain était à l’origine composé d’activités industrielles en déclin et d’un habitat en majorité dégradé.

Plateau de Saclay
Promesse de vente signée entre l’EPSS et Dream


Mouvement

Jean-François Danon
Directeur général de la Semavip

Directeur général de Paris Bâtiments Aménagements depuis le 2 octobre 2014, il est chargé par la mairie de Paris du rapprochement des deux structures pour doter la Ville d’une société publique locale d’aménagement pouvant intervenir sur tout le territoire parisien. Il succède à Marie Anne Belin.

6 novembre 2015 Le Moniteur ● 33